



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

SNCF
secteur de Lyon



Lyon, le 20 février 2023

Après un an de guerre, à qui les crimes de Poutine profitent

Il y a un an, le 24 février 2022, la guerre s'invitait de nouveau au cœur de l'Europe. Des chars russes franchissaient la frontière de l'Ukraine vers la capitale, Kiev. Le dictateur Poutine espérait probablement déboulonner Zelensky pour le remplacer par un personnage à sa botte. Mais raté. En décidant de transformer en vraie guerre ses contentieux avec l'impérialisme américain, Poutine contribuait à souder la population ukrainienne derrière un régime au service de capitalistes corrompus. Ce nostalgique de l'empire tsariste comptait aussi faire le gendarme dans l'espace post-soviétique, considéré comme son pré carré, contre des mobilisations comme celles qui avaient secoué l'Ukraine en 2013-2014, la Biélorussie en 2020, le Kazakhstan en 2022

La mort à la une

Un an après, les engins de mort russes continuent à anéantir des vies et des infrastructures vitales. La guerre en Ukraine a probablement fait 100 000 morts ou blessés parmi les militaires, aussi bien ukrainiens que russes, et près de 20 000 morts et blessés parmi les civils d'Ukraine. Des millions d'Ukrainiens, surtout des femmes et des enfants, ont quitté leur pays, d'autres leurs logements détruits. Du côté russe, des opposants connaissent la prison, un million ont pris le chemin de l'exil, entre autres pour échapper à la mobilisation en masse décrétée par Poutine.

Les profits au pinacle

De leur côté, les impérialismes nord-américain et européens, s'ils ne sont pas auteurs directs de guerre, ni belligérants sur le terrain, n'en sont pas moins fournisseurs d'armes et profiteurs de guerre. En guise d'armes prétendument « défensives », ils envoient canons et chars lourds, et des milliers de soldats américains renforcent « en cas d'alerte » ceux de l'Otan basés en Europe de l'Est. Au prétexte de l'agression de Poutine, Biden a augmenté la pression sur ses alliés européens, dont l'Allemagne et la France, pour qu'ils rompent leurs relations économiques avec la Russie, pour qu'ils achètent du gaz liquéfié ou du nucléaire américain, plutôt que russe. C'était plus cher ? Mais les profits ont grimpé en proportion, du côté occidental comme du côté russe. L'inflation exacerbée n'écrase que les classes populaires, partout dans le monde.

Budgets de guerre

Les États-Unis et les pays de l'Otan à leur suite poussent à la production d'armes, prétendument pour aider l'Ukraine, mais surtout parce qu'ils veulent se préparer à une multiplication des

guerres entre puissances, ainsi que grossir les profits de leurs marchands de canons et marquer leurs territoires sur la planète – les USA entre autres face à la Chine. C'est partout l'augmentation des budgets militaires. Macron vient d'annoncer 413 milliards de plus pour l'armée d'ici 2030. Une somme qui pour cette période, selon l'ONU, permettrait d'éradiquer la faim dans le monde. Et partout, la hausse des budgets militaires se fait au détriment des dépenses publiques et sociales, dont les retraites !

Prolétaires de tous les pays, l'urgence de s'unir !

Dans ce monde d'assassins et brigands capitalistes, nous devons affirmer notre solidarité avec la population ukrainienne qui ne veut pas vivre sous la botte de Poutine : « Hors d'Ukraine, l'armée russe ! »

Mais nous devons aussi exiger le retrait des troupes françaises et de l'Otan d'Europe et du reste du monde. Pour sortir de cette guerre sans fin, les prolétaires d'Ukraine ne peuvent pas compter sur les chars et les avions occidentaux que leur promet Zelensky, pas plus que sur un pouvoir ukrainien au service d'une bourgeoisie sans scrupules. Les travailleurs d'Ukraine possèdent une arme de classe de plus grande portée qu'aucun missile : malgré le fossé de sang que la guerre dresse, les voix dissidentes en Russie montrent qu'il est possible d'en appeler à la fraternisation avec les prolétaires russes, au soutien de ceux qui en Russie s'opposent à la guerre et sont réprimés par Poutine, et entamer une politique révolutionnaire commune, à l'opposé des politiques nationalistes. Notre tâche, à nous ici, est de contribuer à populariser cette voie-là, celle de l'internationalisme.

Les 7 et 8 mars, deux journées décisives, les suivantes encore plus !

La productivité, en hausse. Les salaires, bloqués. Des années à trimer, et patrons et politiciens voudraient nous faire travailler encore plus longtemps ? Par millions, nous avons répondu : pas question !

Depuis le 19 janvier, la colère s'exprime dans les rues, où nous avons déferlé à plusieurs reprises. Des manifestations fournies, les plus grosses depuis 30 ans, qui nous donnent confiance pour la suite. Mais nous savons aussi que ces journées éparpillées, toutes massives qu'elles sont, ne suffiront pas à faire remballer son projet au gouvernement.

Alors certains se disent qu'il faudrait une « vraie grève ». Une grève qui dure, quelques jours voire plus ? Une grève qui touche les patrons au portefeuille. Combien les patrons sont-ils prêts à perdre de ces journées de travail qui leur rapportent bien plus qu'à nous ?

La prochaine grosse journée de mobilisation pourrait bien être un point de départ. Après la journée du 7 mars, qu'on escompte encore massive, il semble tout indiqué de poursuivre la mobilisation le 8, journée internationale des droits des femmes : tout un symbole ! Car la précarisation et les inégalités qu'elles subissent en font les premières victimes de cette réforme.

Dans les raffineries, l'énergie, mais aussi dans les transports ou chez les éboueurs parisiens, ça discute d'une grève « reconductible » à partir du 7. Des appels de fédérations syndicales vont dans ce sens. Une impulsion qu'il faudra rejoindre, tous et toutes, pour faire plier Borne, Macron et consorts : face à une attaque générale, c'est bien la généralisation de la grève qui s'impose !

Dès à présent, préparons-nous, discutons-en entre collègues. Débattons de l'avenir de ce mouvement, de nos moyens d'action, lors d'assemblées qu'il faut organiser partout où c'est possible.

Toutes et tous ensemble, préparons-nous à faire plier Macron par la grève, le 7, le 8, le 9... jusqu'au retrait !

Après le gel des salaires et des moyens, le gel tout court !

À Sibelin, les bâtiments sont très mal chauffés : l'isolation est catastrophique et la plupart des chauffages ne marchent pas ou peu. La boîte nous parle de sobriété énergétique, mais si elle pouvait être moins « sobre » en terme de moyens, ça nous réchaufferait !

Incident Origine (IO) : un système injuste

À partir de 5 minutes, la direction justifie tout retard d'un train, et c'est souvent sur les agents que retombent les fameuses IO. À partir de 2 par agent, on se voit amputer d'une partie de prime. En fait, ce que veut la boîte, c'est nous mettre en concurrence et nous pénaliser en invoquant notre responsabilité individuelle. Pourtant, on sait bien que les causes de retard peuvent être multiples et nous dépassent largement : manque d'agents pour préparer les trains, manque de mécanos pour les conduire, manque d'aiguilleurs pour vigiler efficacement...

En réalité, le vrai incident d'origine, c'est le manque de moyens et de personnel pour pouvoir faire correctement notre travail !

Il n'y a pas de petits profits...

Les tarifs de nos réservations sont passés de 1,60€ à 1,70€ en période normale et de 9 à 10€ en période de pointe. Il ne suffit pas à la boîte de réaliser 2,2 milliards d'euros de bénéfice sur notre dos. Il faut aussi qu'elle nous fasse payer, et de plus en plus cher, ce qu'on a nous-mêmes produit ! Quelle arnaque !

À Orly, les contrôleurs aériens en grève "surprise" pour les retraites

Samedi 11 février l'intersyndicale avait appelé à une journée de mobilisation contre la réforme des retraites... sans appeler à la grève. Mais cela n'a pas freiné les contrôleurs aériens de l'aéroport d'Orly. Alors qu'aucun préavis n'était posé par les syndicats de l'aviation civile, ce qui laissait présager un fonctionnement normal ce samedi de départ en vacances, les contrôleurs aériens, en tant que fonctionnaires, se sont massivement reportés sur un préavis de la fonction publique. Mauvaise surprise pour leurs patrons : plus de 50 % des vols ont du être annulés !

L'impact de la grève a été d'autant plus fort que, les contrôleurs aériens ne sont pas soumis à la loi antigreve Diard, qui impose à bon nombre d'autres salariés du transport de voyageurs de se déclarer grévistes 48h à l'avance.

RETRAITES, SALAIRES, CHÔMAGE
CONTRE MACRON ET LES CAPITALISTES

RÉUNION PUBLIQUE DU NPA

Judi 16 mars 19h00

**Palais du travail, 9 place Lazare Goujon
VILLEURBANNE**

*Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !
Pour nous contacter : npa.cheminots.lyon@gmail.com*